

Lyon, le

11 AOUT 2017

38-Dossier suivi par : QUEVAL Marie
Tél : 04 37 65 39 14
Mél : marie.queval@mairie-lyon.fr

MEDICA FRANCE
Monsieur Charles-Antoine PINEL DE
GOLLEVILLE
21 -23-25 rue Balzac
75008 PARIS

Objet : Permis de construire
PC 069 387 17 00263
111 rue Berthelot à Lyon 7ème,



Projet : Construction d'une passerelle

DOSSIER INCOMPLET

SUBSTITUTION DU DELAI D'INSTRUCTION - L.R.A.R. :2C11504597507

Monsieur,

Vous avez déposé le 27/07/2017, en mairie, une demande de Permis de construire.

Je vous informe qu'à ce jour votre dossier est considéré comme **incomplet** et nécessite la consultation de l'Architecte des Bâtiments de France et de la Commission Communale de Sécurité et d'Accessibilité.

1. Pièces manquantes, veuillez nous faire parvenir en 10 exemplaires (Articles R.423-38 à R.423-41-1 du Code de l'Urbanisme):

- Le Cerfa dûment complété notamment aux paragraphes 1, 3.1, 5.1, 5.7, 8, la page 9 ainsi qu'à la déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions (p 15 à 17) ;
- Le plan de situation orienté ;
- Le plan masse état des lieux ;
- Le plan masse projet orienté, légendé et indiquant les réseaux ;
- La coupe indiquant le tènement ;
- La notice descriptive (PC4) indiquant les références des teintes choisies et précisant le traitement des espaces libres et de la végétation ;
- Le plan de toiture ;
- La surface totale dépassant 10 000 m², fournir la décision de l'autorité environnementale accordant la dispense d'une étude d'impact ;
- Le formulaire attestant la prise en compte de la réglementation thermique ;
- Le terrain étant identifié comme pollué, fournir une attestation par un bureau d'étude certifié, garantissant la réalisation d'une étude de sols et sa prise en compte dans la conception du projet.

Vous disposez de 3 mois à compter de la date de réception de cette lettre, pour faire parvenir à la mairie l'intégralité des pièces et informations manquantes.

Dans le cas contraire, vous serez réputé avoir renoncé à votre projet et votre demande sera rejetée de plein droit.

2. Substitution de délais :

Conformément à l'article L.425-3 du Code de l'Urbanisme, cette demande de Permis de construire vaut autorisation au titre des Etablissements Recevant du Public (Article L.111-8 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Par conséquent, le délai de votre dossier est désormais de **5 mois** et commencera à courir à partir de la date de réception en mairie de la totalité des informations et pièces manquantes.

De plus, l'Architecte des Bâtiments de France peut émettre sur votre projet un avis défavorable ou un avis favorable assorti de prescriptions. Dans ce cas, il doit vous en informer par courrier et vous ne pourrez bénéficier d'un permis tacite à la fin du délai d'instruction (article R.424-3 du Code de l'Urbanisme).

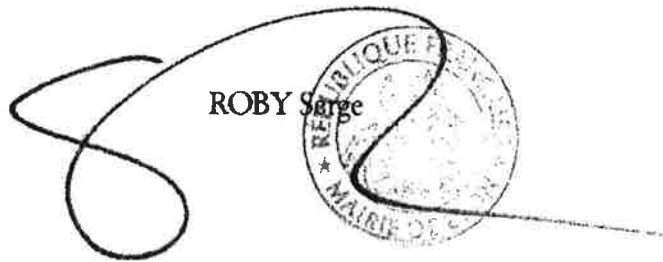
L'absence de décision expresse du Maire de Lyon vaudra décision expresse de rejet de votre dossier.

J'appelle également votre attention sur le fait que votre délai d'instruction pourrait faire l'objet d'une prolongation exceptionnelle conformément à l'article R.423-35 du Code de l'Urbanisme, je peux saisir le préfet de région d'un recours contre l'avis de l'ABF. Dans ce cas, une prolongation de trois mois de votre délai d'instruction sera nécessaire afin de permettre à cette autorité de se prononcer.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour le Maire de Lyon,
Le Chef du Service Urbanisme Appliqué

ROBY Sarge



INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600 2 du code de l'urbanisme). L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si la déclaration respecte les règles d'urbanisme.